



**LE NATIONALISME, NOUVEAU FONDEMENT
IDEOLOGIQUE DU RÉGIME CHINOIS OU
INSTRUMENT PRAGMATIQUE DE PUISSANCE ?**

*Mémoire de géopolitique
du chef d'escadrons Louis de Firmas
dans le cadre du séminaire sur la Chine*

**Directeur : Valérie Niquet
Directeur du Centre Asie de l'IFRI**

22 mars 2006

FICHE DOCUMENTAIRE

1. Le nationalisme, nouveau fondement idéologique du régime chinois ou instrument pragmatique de puissance ?
2. 2006_memoire_geop_nationalisme_chinois_de_Firmas
3. Chef d'escadrons, armée de Terre, de Firmas Louis, France
4. 22 avril 2006
5. Division B – groupe B3
6. Mémoire de géopolitique
7. Depuis une vingtaine d'années, la Chine s'est engagée dans une voie économique d'inspiration largement capitaliste et de plus en plus intégrée à un monde globalisé depuis son adhésion à l'OMC. Mais le refus d'accompagner cette ouverture économique d'une libéralisation politique a conduit le pouvoir chinois à rechercher une nouvelle légitimité dans le nationalisme. Idéologie de substitution au marxisme, il permet de justifier un pouvoir autoritaire, facteur d'ordre pour un pays qui a besoin de stabilité aux yeux à la fois de ses élites et des investisseurs étrangers. Mais il s'avère être également un instrument précieux dans les relations internationales, soit pour affirmer la souveraineté du pays, au besoin par la menace d'une déstabilisation régionale, soit pour construire un réseau de partenaires qui trouvent un intérêt au « développement pacifique » de la Chine.
8. Nationalisme, Chine, légitimité, puissance, prospérité.

Le nationalisme, nouveau fondement idéologique du régime ou instrument pragmatique de puissance ?

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE : Origines du nationalisme en Chine

Formalisation au XIX^e siècle face à l'intrusion occidentale

Un nationalisme multiforme

DEUXIEME PARTIE : Le nationalisme, outil de cohésion nationale

La recherche d'une idéologie de substitution : le nationalisme comme étendard

Politique des nationalités et nationalisme fédérateur

Le nationalisme comme exutoire

TROISIEME PARTIE : Le nationalisme, instrument d'accroissement de puissance dans les relations internationales

Conception chinoise de la souveraineté

Rassurer les « petits » et s'affirmer comme un « Grand »

Le « développement pacifique » : vers un nationalisme apaisé ?

INTRODUCTION

Manifestations anti-japonaises en avril 2005, pour protester contre la visite du premier ministre Koizumi au mémorial de Yasukuni ; loi anti-sécession du 14 mars 2005 répondant à « l'objectif stratégique commun » affirmé par Washington et Tokyo d'œuvrer à la « résolution pacifique des questions concernant le détroit de Formose » ; incidents lors de la finale de la Coupe d'Asie des nations entre le Japon et la Chine en août 2004 ; tensions sino-américaines autour de l'équipage de l'avion espion américain EP3 en avril 2001 ; manifestations populaires de mai 1999 pour protester contre le bombardement américain de l'ambassade de Chine à Belgrade ; crise des missiles du détroit de Taiwan en 1995-96... De nombreux faits d'actualité de ces dix dernières années tendent à démontrer l'existence d'un sentiment national assez vivace dans la population chinoise et d'un certain assentiment des instances du Parti. En fait, il semble bien que la plupart de ces mouvements aient été au moins initiés par un organe central qui, peinant de plus en plus à légitimer son autoritarisme, tenterait de substituer une idéologie nationaliste au marxisme moribond. Pourtant, la volonté affichée depuis 2001 par les autorités chinoises - adhésion à l'OMC, ASEAN + 3, organisation de coopération de Shanghai - d'adopter une politique étrangère plus modérée et consensuelle permettant d'améliorer son image de marque et sa crédibilité dans son ouverture économique et diplomatique au monde, devrait les inciter plutôt à canaliser ces mouvements.

Réel ou instrumentalisé par le Parti, le nationalisme s'avère en tout cas utile au pouvoir en place à la fois pour justifier le maintien du parti unique et pour renforcer sa position régionale voire internationale. On peut donc voir dans l'attitude conciliante des gouvernants chinois vis-à-vis des « bouffées d'émotion » nationalistes une certaine cohérence avec leur politique extérieure tendant à favoriser l'émergence d'une Chine « superpuissance », dans la tradition du pragmatisme pluriséculaire des penseurs stratégiques chinois.

L'ouverture de la Chine, amorcée dès les années 80 mais manifeste surtout depuis 2001, s'articule autour de deux grands axes directeurs pour les dirigeants du pays¹ : redonner à la Chine sa « place naturelle » dans le concert des nations, et préserver

¹ Valérie Niquet, « La Chine et la puissance », *Les cahiers de Mars*, n°183, 1° trim. 2005, pp. 11-19.

une certaine stabilité interne et externe, condition préalable indispensable au développement et à la modernisation du pays. Ces deux orientations justifient, aux yeux des élites, le maintien d'un régime autoritaire, seul capable actuellement de maintenir une certaine cohésion au gigantisme chinois. Elles sont globalement partagées par les classes moyennes de la population chinoise, par attachement à la grandeur de leur nation et en dépit des aspirations croissantes à plus de libertés publiques.

Redonner à la Chine sa place naturelle

Pour la grande majorité des Chinois et plus encore pour leurs classes dirigeantes, la volonté de puissance de leur pays est largement légitime, elle ne serait qu'un juste retour des choses, après un revers de fortune qui ne serait au demeurant pas le premier de l'histoire multimillénaire de la Chine. La réussite économique incontestable depuis 20 ans et le poids démographique écrasant encouragent ce discours de puissance émergente, devenant incontournable sur la scène internationale. Les dirigeants chinois présentent ainsi leur développement comme une opportunité pour les pays industrialisés et leur montée en puissance comme inévitable, en insistant sur leur caractère pacifique, car ils ont bien compris la nécessité de donner une image internationale rassurante.

Mais les Chinois restent très attachés à leur souveraineté, et a contrario de l'aubaine à saisir d'un marché gigantesque et en plein développement, les dirigeants chinois agitent volontiers le risque de déstabilisation régionale voire globale qu'induirait une intégration déséquilibrée de l'économie chinoise dans le système mondial sur des questions clés comme l'approvisionnement en énergie, les délocalisations, ou les quotas de production, dans le textile par exemple. La Chine entend donc défendre ses intérêts contre toute ingérence jugée abusive et affiche comme priorité de politique extérieure la préservation de sa souveraineté nationale.

Besoin d'un environnement géopolitique stable

Après la victoire sur le Guomindang en 1949, la priorité avait été donnée à la paix sociale et à la stabilité intérieure du pays, conduisant à une fermeture au monde extérieur. Aujourd'hui, ce besoin de stabilité interne reste primordial, mais étant donnée l'interdépendance économique croissante de la Chine et du monde, il s'étend à l'environnement régional et international du pays.

En Chine, l'image de puissance du pays se confond avec celle de la faction au pouvoir : celui-ci est garant de l'honneur du pays et de son image de pays fort. Selon la conception chinoise de l'Etat, le bon dirigeant est celui qui garantit l'ordre, qui seul assure une certaine continuité et par là, permet l'accroissement de puissance : plus que la légitimité, c'est la stabilité qui est le critère d'appréciation pour les gouvernements². Formulé en 1987, un credo de l'ère réformatrice renforce l'ambiguïté de la stratégie des dirigeants chinois³ : « *l'économie chinoise traversera pendant cinquante ans une phase préliminaire à la construction du socialisme* » ; cela permet de s'affranchir de l'idéologie sans remettre en question la légitimité du Parti. Le nationalisme, outil de modernisation autoritaire autour des classes émergentes, permet au Parti de rester l'unique institution représentant la nation et la société.

Le raisonnement géopolitique des Chinois est fondé essentiellement sur des critères de puissance traditionnels : puissance militaire, bien sûr, mais aussi puissance économique, puissance démographique, puissance culturelle. Les moyens pour accroître cette puissance sont largement inspirés de la culture traditionnelle chinoise, en particulier de sa pensée stratégique et de sa conception de la diplomatie. Née pendant la période des Royaumes combattants, la stratégie vise à la victoire sans combattre en se fixant des objectifs constants et en privilégiant une politique de « pourrissement » progressif de l'adversaire, qui conduit à attendre la situation favorable pour agir. C'est le pragmatisme chinois, qui prône de « *cachez ses talents en attendant son heure* »⁴. Il en résulte un compromis permanent entre l'aspiration nationaliste à la puissance et la priorité donnée au développement économique⁵. La diplomatie chinoise est bâtie sur un raisonnement similaire, représentée dans un antique traité par l'opposition du rond et du carré⁶. On évalue d'abord les intentions de l'interlocuteur en restant ouvert aux différentes possibilités, en conduisant les discussions « dans la rondeur », sans offrir d'arête ou d'angle ; puis dès que les intentions prennent forme, lorsque les décisions se précisent, on mène les débats de

² François Jullien, « L'Europe, la Chine : une alternative pour la pensée », *Questions internationales*, n°6, mars-avril 2004, pp. 4-7

³ François Godement, « La politique extérieure, pragmatisme et intérêts nationaux », *Questions internationales*, n°6, mars-avril 2004, pp.39-46.

⁴ Deng Xiapping

⁵ François Godement, *déjà cité*, pp.39-46.

manière « carrée », pour arrêter un accord clair. La première phase est évidemment primordiale, qui permet de saisir les opportunités qui se présentent pour en tirer le meilleur profit.

Au bilan, le nationalisme chinois apparaît bien comme le nouveau fondement idéologique du régime, qui légitime le système de parti unique. Mais il traduit surtout un sentiment d'insécurité récurrent des élites et l'idée que seul l'autoritarisme serait actuellement capable de maintenir la stabilité du pays, menacée à l'intérieur par les aspirations des oubliés de la croissance et battue en brèche sur la scène internationale tant par des voisins inquiets d'un développement qu'ils hésitent à considérer comme pacifique que par les grandes puissances qui préféreraient que la Chine ne reste qu'un géant économique, et demeurent critiques sur la conception chinoise des droits de l'homme.

Après un retour sur les fondements historiques du nationalisme dans l'Empire du Milieu, nous nous attacherons à montrer comment il est parfois instrumentalisé par les autorités aujourd'hui, au risque d'être parfois débordées, et enfin, nous chercherons à savoir comment il peut servir les intérêts du régime sur la scène internationale, parfois de façon inattendue, les intérêts du Parti – identifiés à ceux de la nation - primant très naturellement ceux de la population dans l'esprit des élites chinoises.

⁶ François Jullien, « La diplomatie chinoise : le rond et le carré », *Questions internationales*, n°6, mars-avril 2004, p.65

Première partie :

ORIGINES DU NATIONALISME CHINOIS

Formalisation du nationalisme au XIX^e siècle face à l'intrusion occidentale

Antérieurement, jusqu'au début du XX^e siècle, la cohésion en Chine se faisait autour de l'Empereur et des traditions rituelles confucéennes. Être chinois alors, c'est être cultivé et connaître les rites, et plus on se rapproche du « centre » qu'est l'empereur, plus on est civilisé ; le monde se compose de trois cercles : l'Empire du Milieu, le cercle de ses vassaux et celui des barbares. Ceux-ci étaient méprisés, tant les Chinois sont convaincus de leur supériorité culturelle ; hors de la culture chinoise, point de salut : « *un Chinois qui ignore les rites est un barbare, un barbare qui les connaît est un Chinois* ». Cela n'a pas empêché l'empire d'être vaincu à plusieurs reprises, mais les conquérants se sont toujours sinisés et finissaient par adopter à leur tour le confucianisme, les exemples les plus marquants de cette assimilation suivant les invasions des Mongols (XIII^e siècle) et des Mandchous (XVII^e siècle).

Aussi le choc du contact avec les Occidentaux, Royaume-Uni en tête, au XIX^e siècle fut-il une cruelle désillusion quant à cette supériorité chinoise : les Hans découvrirent l'efficacité de la modernité, technique mais aussi institutionnelle. Des contacts antérieurs avec l'Europe avaient bien eu lieu, grâce à Marco Polo au XIII^e siècle, puis essentiellement missionnaires, aux XVI-XVII^e siècles, mais ils avaient finalement semé le doute davantage en Occident, qui découvrait une civilisation entièrement différente, remettant en cause la certitude de l'universalité de leur modèle. Les défaites contre les puissances européennes, puis surtout contre le Japon, depuis toujours vassal, marquèrent profondément les élites chinoises. La remise en question radicale qui s'en suivit donna naissance à un nationalisme déjà latent, mais jamais formalisé ou théorisé.

Une cohésion autrefois réalisée autour de l'Empereur

Sous l'empire existe déjà une réelle identité chinoise, personnifiée par l'empereur, « Fils du Ciel », qui incarne la nation et ses traditions rituelles. « *Les rares individus qui approchaient l'empereur exprimaient leur crainte respectueuse*

en se prosternant et en frappant le sol neuf fois de la tête – le kotéou. Les autres se prosternaient de la même façon devant tout objet qui émanait de lui – fût-ce une lettre ou un simple idéogramme. Le papier sur lequel il écrivait, les vêtements qu'il portait, tout ce qu'il touchait participait de son essence divine »¹. Les rites devaient favoriser l'harmonie sociale et la stabilité politique : l'allégeance est autant d'ordre politique que « religieux ». L'armature de la société, plutôt que des règles de droit de type occidental, consiste en des codes rituels instaurés par Confucius et considérés comme immuables : « sans les rites, il n'y aurait aucun principe qui permette de faire régner l'ordre social entre nous ». L'école des légistes, opposée au confucianisme (période troublée des Royaumes combattants) avait conduit à l'application draconienne de lois pénales sévères sous la première dynastie impériale, celle des Qin (221-207 av. JC). Il s'en suivit une révolte généralisée et le renversement de la dynastie par les Han, qui rétablirent le mécanisme des rites². Les repères essentiels de la société, « les rites, le sentiment de la face, la garantie morale d'un minimum vital de moyens de subsistance, l'organisation des relations interpersonnelles suivant les règles du culte des ancêtres et le recrutement des fonctionnaires par les concours mandarinaux »³ sont garantis par l'empereur, ou ses mandarins à travers tout le territoire.

Etre chinois, c'est donc être au centre du monde (Chine se dit pays du Milieu en mandarin), tous les contacts avec l'extérieur ayant conduit au même constat de la supériorité culturelle chinoise, progressivement décrétée « d'essence divine », et conduisant à parler « d'empire céleste ».

Une domination régionale rarement démentie dans l'histoire⁴

Plusieurs fois menacé, l'empire avait toujours su renaître, soit en repoussant ses assaillants, soit en les assimilant et en les sinisant : les barbares (fan) extérieurs restaient « crus » (shengfan) tandis que les barbares acculturés devenaient progressivement « cuits » (shufan), c'est-à-dire civilisés.

¹ David S. Landes, *Richesse et pauvreté des nations*, Albin Michel, 2000, p.438

² Léon Vandermeersch, « Droits et rites en Chine », *La Chine aujourd'hui*, UTLS, Odile Jacob, 2003, pp.117-118

³ Léon Vandermeersch, déjà cité, p.109, citant un chercheur chinois de l'académie des sciences de Pékin.

Les envahisseurs mongols du XIII^e siècle ont donné naissance à la dynastie des Yuan en 1277, mais se sont rapidement sinisés, en confiant notamment la gestion bureaucratique du khanat de Chine aux sédentaires autochtones. Bien que la capitale de l'empire gengiskhanide ait été transférée de Karakoroum à Pékin par Koubilaï, converti au bouddhisme, le khanat de Chine sera l'un des premiers⁵ à s'écrouler ; les Mongols ont été évincés ou assimilés, laissant la place à une nouvelle dynastie chinoise, celle des Ming, en 1367⁶. L'occupant Mandchou a donné toutes ses dynasties à l'empire de 1644 à 1911, mais a totalement adopté les traditions rituelles de la société chinoise et les a fait perdurer jusqu'à l'écroulement final. La domination chinoise avait un signe extérieur : le tribut, payé à l'empereur en signe d'allégeance. Celui-ci était parfois symbolique, mais il confortait les Chinois dans leur sentiment de supériorité. Dans un poème à l'occasion de l'ambassade de Macartney en 1793, l'empereur Qienlong disait ainsi : « *A présent, les Anglais rendent hommage/ Le mérite et la vertu de mes Ancêtres ont dû atteindre leurs lointains rivages/ Quoique leur tribut soit mince, mon cœur approuve avec sincérité/ Leurs bibelots et l'ingéniosité tant vantée de leurs inventions, je ne prise pas/ Ce qu'ils apportent est peu, cependant,/ Dans ma bonté pour des hommes venus de loin, je réponds avec générosité, / Soucieux de préserver mon pouvoir et ma santé* »⁷. Mais cette vitalité étendait sa supériorité dans d'autres domaines que la culture.

La pensée stratégique en particulier était très élaborée. Issue de traités datant des royaumes combattants, elle encourageait à éviter l'affrontement direct. Les stratèges considèrent d'une part que la victoire passe par l'anéantissement de l'adversaire et d'autre part que cet écroulement est d'autant plus assuré s'il a été obtenu par pourrissement, étouffement progressif ; la victoire militaire n'est que la conclusion d'une manœuvre politico-diplomatique de grande envergure ayant déjà garanti le découragement ennemi. Dans le même ordre d'idée, la diplomatie chinoise (le rond et le carré) cherche davantage à « transformer » qu'à « agir », à établir des conditions favorisant telle conséquence qu'à trouver des moyens aboutissant à une fin souhaitée. Cette transformation n'est pas locale et momentanée, mais globale et se déroulant

⁴ Gérard Chaliand, *Les empires nomades, de la Mongolie au Danube*, Perrin coll. « tempus », 2006

⁵ Avec celui de Perse, qui a également une forte identité culturelle

⁶ Gérard Chaliand, *op.cit.*, pp.140-142

⁷ David S. Landes, *Richesse et pauvreté des nations*, Albin Michel, 2000, p. 437

éventuellement dans le temps long. Là encore, l'attaque directe est évitée, « *la frontalité est toujours dédaignée au profit de l'obliquité* »⁸.

La domination démographique s'est également rapidement affirmée, garantissant à la Chine à la fois une certaine capacité d'expansion et des ressources pour sa défense ; rythme effréné avec plus ou moins un doublement de population tous les cent ans : 100-150 millions en 1650, 200-250 millions en 1750, 400 millions en 1850, 650 millions en 1950 et 1,3 milliard aujourd'hui : « *Cette stratégie [...] remontait à l'époque où des peuples aux marges orientales des steppes asiatiques renoncèrent au nomadisme pastoral pour une agriculture sédentaire plus rentable. Dès le départ, leurs chefs comprirent le lien qui existait entre nombre, nourriture et pouvoir* »⁹. Pour nourrir cette population, il fallait trouver des terres, mais aussi améliorer le rendement de celles-ci, ce qui a également favorisé une domination économique, grâce à sa remarquable aptitude à assurer -plus ou moins bien- son autonomie alimentaire par l'agriculture : « *dés le XIII^e siècle, la Chine connaissait donc l'agriculture probablement la plus sophistiquée du monde, l'Inde apparaissant comme sa seule rivale possible* »¹⁰. En revanche, cette richesse quasi-inépuisable en main d'œuvre n'a pas encouragé l'empire céleste à s'intéresser au progrès technique, l'emploi des machines n'apparaissant pas utile dans un pays où « *l'homme pullule* »¹¹.

Une brutale désillusion

Dés lors, l'intrusion occidentale du XIX^e siècle, à l'occasion des guerres de l'opium, fut ressentie comme une profonde humiliation et imposa une totale remise en question de certitudes établies depuis quelques millénaires. « *Au tournant du siècle, sous l'emprise grandissante des puissances coloniales, la Chine perdit la maîtrise de son destin. Cette fois, c'est l'essence qui semblait atteinte. A ses propres yeux, la Chine avait représenté l'Un face à la pluralité du monde extérieur ; elle n'était plus qu'une nation parmi d'autres. Aux yeux de ses sujets, le pouvoir impérial avait représenté l'universel : il n'était plus qu'un pouvoir particulier. Cela remettait radicalement en question l'idée que les Chinois avaient de la Chine et d'eux-*

⁸ François Jullien, « L'Europe, la Chine : une alternative pour la pensée », *Questions internationales*, n°6, mars-avril 2004, pp.4-7

⁹ David S. Landes, *Richesse et pauvreté des nations*, Albin Michel, 2000, p.48

¹⁰ David Landes, op.cit, p.51

¹¹ Fernand Braudel, *Grammaire des civilisations*, Flammarion (Champs), 1993, p.237

mêmes »¹². La décadence avait bien eu ses prémisses, et le déclin de l'empire avait sans doute commencé depuis longtemps. La domination et l'avidité croissantes des puissances maritimes dominantes (Grande-Bretagne, Pays-Bas, Portugal), si elle ne s'est concrétisée qu'à l'occasion des guerres de l'opium, étaient déjà latentes depuis quelques décennies, comme en témoigne le journal de Macartney, à l'occasion de l'ambassade du Royaume-Uni en Chine qu'il dirigeait en 1793 : « *L'empire de Chine est un navire de guerre de première classe, vieux et insensé, qu'une succession heureuse d'officiers vigilants et capables est parvenue à maintenir à flot ces cent cinquante dernières années et dont la taille et l'apparence effraient ses voisins, mais dès qu'un incapable se trouve au commandement sur le pont, adieu à la discipline et à la sécurité du navire. Il se peut qu'il ne sombre pas immédiatement ; il se peut qu'il dérive quelque temps comme une épave et vienne se briser sur la côte, mais jamais il ne sera reconstruit sur la coque ancienne* ». ¹³

La recherche par les Chinois des causes du délitement de leur empire conduisit d'ailleurs à remettre en question essentiellement les dirigeants du pays, en l'occurrence les Mandchous, et favorisa le développement de thèses nationalistes, derrière quelques théoriciens comme Sun Yat-Sen (ligue jurée et Guomindang), Kang Youwei (les Cent jours) ou Tchang kai-shek.

Développement de plusieurs formes de nationalisme¹⁴

Le nationalisme, né de cette humiliation, de la « perte de face », que représentaient les Traités inégaux pour un pays convaincu de sa supériorité culturelle et stratégique, s'est développé alors sous plusieurs formes, de l'opposition farouche et systématique à tout ce qui ne serait pas chinois et traditionnel, illustrée par la révolte des Boxers, au désir d'imitation de la modernité occidentale dans tous ses aspects, tant culturels que technologiques, en passant par une voie médiane prônant le recours à la technologie occidentale sans trahir la culture chinoise, à l'instar de la période

¹² Jean-François Billeter, *Bref essai sur l'histoire chinoise, d'après Spinoza*, in *Chine trois fois muette*, Allia, 2000, p.124

¹³ Landes, op.cit., p.437

¹⁴ Jean-Pierre Cabestan, « Les multiples facettes du nationalisme chinois », *Perspectives chinoises*, n°88, mai-juin 2005, pp. 28-42

Meiji au Japon. Selon Anne Cheng¹⁵, dès l'origine, tous ces courants nationalistes aspirent à la modernité ; cependant, si tous admettent la nécessité d'adopter la technologie européenne, leurs analyses respectives aboutissent à des résultats radicalement opposés quant à l'attitude vis-à-vis des modes d'organisation et de gestion occidentaux. Quoi qu'il en soit, une remise en question complète apparaissait comme nécessaire : *« Les plus lucides de ses dirigeants et de ses intellectuels le sentirent fort bien [...]. S'ils voulaient sauver la vision traditionnelle des choses [...], il leur fallait remplacer la dimension d'universalité, qui était au cœur de l'ancien système, par l'idée d'une essence non plus universelle, mais spécifiquement chinoise. Si la Chine n'était plus le tout, elle serait un tout unique et irremplaçable. Mais en quoi consistait au juste cette essence particulière ? La question de l'identité chinoise étant posée, un débat s'ouvrait qui n'a cessé depuis lors »*¹⁶. Plus tard, le nationalisme « révolutionnaire »¹⁷ a aussi servi à la propagande communiste pour mobiliser la nation en profondeur dans sa rivalité avec le Guomindang. Aux yeux de nombreux Chinois, les partisans de Mao s'étaient en effet montrés plus intransigeants avec l'occupant japonais que les nationalistes de Tchang kaï-shek qui s'étaient provisoirement résignés aux empiètements territoriaux du Japon, estimant que le plus urgent était de conforter le pouvoir central à Nankin et leur position interne, face aux communistes.

Nationalisme « primitif »

Le premier courant peut être qualifié de nationalisme primitif. C'est le nationalisme des masses, mais il était éventuellement exprimé par certaines élites désireuses d'exacerber celui-ci dans la population. Il provoquera entre autres la fameuse révolte des Boxers en 1900. Anti-occidental et revanchard, il est le plus souvent latent et s'exprime par « bouffées d'émotion », de manière généralement localisée. Présent dans toute la Chine rurale mais aussi dans les zones urbaines défavorisées, c'est un mouvement qui restera finalement assez peu organisé ; il n'y a pas de discours construit, ni d'action cohérente. On le retrouve chez certaines élites politiques jusqu'à aujourd'hui, notamment dans certains courants de la « nouvelle

¹⁵ Anne Cheng, « Modernité et invention de la tradition chez les intellectuels chinois du XX^e siècle », in Yves Michaud (dir.), *La Chine aujourd'hui*, Odile Jacob, col. UTLS, 2003, pp.177-196.

¹⁶ Jean-François Billeter, *Bref essai sur l'histoire chinois, d'après Spinoza*, in *Chine trois fois muette*, Allia, 2000, p.125

gauche », qui entretiennent dans la population cette forme de nationalisme aux relents xénophobes. C'est un sentiment facile à instrumentaliser ponctuellement par le pouvoir, mais le risque existe de ne pas en maîtriser l'expression. Il rejoint sans doute ce qu'Alexandre Adler qualifie de « nationalisme autarcique »¹⁸ qui représente la tentation du repli sur soi de certains intellectuels chinois, à la fois pour se préserver, protéger les valeurs chinoises et maîtriser un mouvement de société qu'ils ne pourraient plus contenir.

Nationalisme instrumentaliste

Un courant plus utilitariste, « instrumentaliste », s'est développé autour du slogan « *La sagesse chinoise comme constitutive, le savoir occidental comme fonctionnel* », lancé initialement par Feng Guifen (1808-1876) et repris par Zhang Zhidong (1837-1909). Très attachés à la tradition confucianiste, les tenants de ce nationalisme veulent utiliser la technologie occidentale pour moderniser le pays, mais ils ne veulent s'inspirer du modèle institutionnel européen que dans la mesure où cela peut renforcer l'Etat en Chine. Ils restent opposés à l'adhésion aux valeurs du droit occidental et hostiles à l'ouverture vers l'extérieur. Il est en quelque sorte l'expression d' « [...] *une civilisation moins fermée et moins autosuffisante qu'on le dit car elle est conquérante aux marches de l'Empire [...]* »¹⁹, mais qui s'attache à ses traditions et veut faire du confucianisme « une religion d'Etat » pour résister à la pénétration des idées occidentales dans le pays. Ce mouvement culturaliste, qui sera à l'origine de la tentative des « Cent jours » de 1898 menée par Kang Youwei et Liang Qichao, accroîtra en fait la volonté de réforme et précipitera la chute définitive du régime. On peut peut-être y rattacher aujourd'hui les « nouveaux conservateurs » et certains courants de la nouvelle gauche qui voient dans une ouverture économique totale le risque de perdre une « guerre molle »²⁰ de déstabilisation économique qu'affectionneraient les Etats-Unis.

¹⁷ Roland Lew, « Les ressorts cachés du dynamisme chinois », *Le Monde diplomatique*, oct.2004, www.monde-diplomatique.fr

¹⁸ Alexandre Adler, présentation de *Le rapport de la CIA- Comment sera le monde en 2020 ?*, Robert Laffont, 2005, p.30.

¹⁹ Yves Chevrier, in *La Chine aujourd'hui*, op.cit., p.19

²⁰ Jean-Louis Rocca, « Des Chinois contre la mondialisation », *Critiques internationales*, 2002-2, n°15, www.cairn.info

Nationalisme modernisateur

Assez proche du mouvement précédent, mais plus acquis aux valeurs occidentales et à une certaine ouverture vers l'extérieur, le nationalisme modernisateur prône cependant une voie chinoise spécifique vers la modernité; en particulier, les élites réformistes tenantes de ce courant souhaitaient maintenir un rôle dirigeant et autoritaire de l'Etat, seul moyen à leurs yeux de garantir une cohésion à la nation. Il est illustré par l'attitude de Liang Qichao, qui après l'échec des Cent jours et son exil au Japon, prend le parti de « ne plus parler des Classiques » et de bâtir un modèle d'Etat moderne qui ne s'inspire plus des valeurs culturelles traditionnelles²¹. Le philosophe Yan Fu, qui avait réfléchi sur les moyens de restaurer richesse et puissance dans une Chine en déclin dynastique et économique « semi-colonisée » par les Occidentaux, en avait déduit que « *même si nous voulons préserver la sagesse, ce ne sera plus la même sagesse qui sera conservée* ». Ce courant sera à l'origine du mouvement du 4 mai 1919, derrière Lu Xun (« A bas la boutique de Confucius ! »), accusant le confucianisme d'être responsable de tous les maux de la Chine. Il faut « *moderniser la culture pour avoir accès à la modernité* »²², idée que l'on retrouve aujourd'hui chez les partisans d'une libéralisation du pays plus importante (néo-libéraux). Il s'agissait déjà d'une recherche de compromis entre les aspirations nationalistes à la puissance et la priorité donnée au développement économique.

Nationalisme pro-occidental

Ce dernier des courants originels, enfin, est favorable à une libéralisation et une « occidentalisation » progressive ; il peut s'identifier aux trois étapes vers un gouvernement constitutionnel, selon Sun Yat-Sen : un gouvernement militaire, la tutelle politique du Guomindang, et enfin, le régime constitutionnel. Ce courant restait attaché au respect d'une spécificité chinoise et recherchait aussi une place prépondérante de la Chine dans le monde, mais considérait que la modernité occidentale dans sa globalité demeurerait le meilleur (le seul ?) facteur de réussite. Paradoxalement, l'idée du barrage des Trois Gorges avait été lancée par ces « pro occidentalisation » en 1919 (vision de Sun Yat-Sen d'une nouvelle grande muraille)

²¹ Anne Cheng, in *La Chine aujourd'hui*, op.cit., p.185

²² Sandrine Chenivresse, « La culture traditionnelle et le choc de la modernité : l'exemple du barrage des Trois Gorges », *Questions internationales*, n°6, mars-avril 2004, p.36

comme symbole de l'accès à la modernité, alors qu'il est aujourd'hui le projet phare d'un nationalisme triomphateur et assez peu « occidentophile » du gouvernement, alimenté également par le dynamisme économique.

Nationalisme révolutionnaire²³

Influencé par ces différents courants, le communisme chinois s'est affirmé dès le début comme nationaliste. Dans les années vingt, le mot d'ordre était de « *sauver la nation* » contre les impérialismes prédateurs et en compétition avec le nationalisme du Guomindang. Pour « *reconstituer l'unité nationale* », il s'agissait de mobiliser la nation en profondeur et d'obtenir le soutien des forces les plus actives, à savoir les villes et les intellectuels. Ce nationalisme était évidemment révolutionnaire, estimant la transformation de la nation indispensable pour retrouver la grandeur déchu. La rupture proposée, d'inspiration léniniste, est beaucoup plus radicale que les évolutions prônées par le Guomindang, elle doit s'appuyer sur le monde populaire (forces vives) et sur un appareil d'Etat centralisé et organisé pour être capable de vaincre les ennemis extérieurs et intérieurs, cette logique de parti-Etat étant présentée comme indispensable pour respecter le pacte passé avec le peuple sur la défense de la nation et sa modernisation. Une fois en place, le gouvernement encadre l'émancipation du monde populaire pour qu'elle reste compatible avec le fonctionnement autoritaire du parti-Etat, les besoins de puissance de la nation et l'adhésion à une mobilisation nationale et révolutionnaire. Dans le cas chinois, cet impératif nationaliste est évidemment très présent au lendemain d'une période douloureuse, perçue comme le « siècle de la honte ». Il est remis au goût du jour depuis une quinzaine d'années, notamment par des néo-conservateurs, qui veulent un renforcement de l'Etat-nation ; ils citent trois sources au nationalisme : « *l'esprit de la culture traditionnelle chinoise (le service du public), la tradition patriotique de résistance (moderne) et l'héritage maoïste*²⁴ ».

Finalement, le nationalisme contemporain en Chine s'inspire à la fois d'un traditionalisme confucéen multiséculaire, exprimant l'attachement de la nation à ses

²³ Roland Lew, « Après la mort de Mao, une vitalité surprenante », *Manière de voir-Le Monde diplomatique*, n°85, février-mars 2006, 50-55

²⁴ Zhao Jun, cité par Jean-Philippe Béja, *Perspectives chinoises*, n°34, avril 1996, www.cefc.com

rites et la certitude de la supériorité de leur civilisation, et d'un patriotisme « westphalien », théorisé après le dépeçage de l'empire et traduisant l'exigence de souveraineté sur le territoire chinois. Il est tiraillé dès sa naissance au XIX^e siècle entre les « *deux questions fondamentales de l'histoire moderne en Chine, à savoir le rapport au passé et la relation à l'occident* »²⁵, et s'attache à répondre à la double obsession de reconquête de la richesse et de la puissance, exprimée par Yan Fu en 1897. « *Depuis les guerres de l'opium, les intellectuels et les hommes politiques sont obsédés par la nécessité de rendre à la Chine la place qu'ils lui estiment due sur la scène internationale. Les réformateurs de la fin des Qing, les nationalistes du Guomindang, les intellectuels du 4 mai 1919, tous se battent pour faire de la Chine un pays prospère et puissant (« fuguo qiangbing »)* »²⁶. Les différentes formes de nationalisme qui en sont issues se retrouvent dans la Chine d'aujourd'hui, sources d'opportunités pour le Parti mais aussi potentiel d'instabilité pour le pays.

²⁵ Sandrine Chenivresse, « La culture traditionnelle et le choc de la modernité : l'exemple du barrage des Trois Gorges », *Questions internationales*, n°6, mars-avril 2004, 35-38

²⁶ Gilles Giheux, « Un régime totalitaire en mutation », *Questions internationales*, n°6, mars-avril 2004, p.10.

Seconde partie :

LE NATIONALISME, OUTIL DE COHESION NATIONALE

Depuis 1949 et la prise de contrôle du pouvoir, la première priorité du Parti communiste est globalement restée la cohésion interne de cet immense ensemble qu'est la Chine. Le premier réflexe, sous l'ère Mao, fut de se refermer sur soi pour fuir les contacts avec l'étranger qui s'étaient révélés si néfastes au pays depuis un siècle. L'ouverture décidée et imposée peu à peu par Deng Xiaoping s'est accompagnée d'une remise en cause progressive du marxisme, et par là, de la légitimité du PCC. Plusieurs facteurs de déstabilisation interne ont souligné cette contestation, que ce soit les manifestations de protestation très nombreuses malgré la répression (74 000 admises par le gouvernement pour l'année 2004¹) et dont le point d'orgue fut bien sûr le mouvement de 1989 place Tiananmen, l'audience persistante des mouvements autonomistes tibétain et ouïghour ou encore la « pression » des différentes diasporas chinoises. Face à cette crise de légitimité intérieure, le pouvoir cherche de nouvelles justifications à son autoritarisme. Si l'on garde à l'esprit que dans le fonds culturel chinois, « *l'image de puissance de la nation se confond avec celle du parti au pouvoir* »², le nationalisme peut concourir au renforcement du pouvoir, à la légitimation d'un pouvoir autoritaire.

La Chine se positionne alors comme une « puissance revendicatrice »³, le nationalisme permet de canaliser les revendications internes et les frustrations en les orientant vers des causes externes. Mais parallèlement, l'ouverture favorise le développement d'une Chine « puissance intégrée » à la communauté internationale.

¹ Ignacio Ramonet, « Mégapuissance », *Manière de voir-Le Monde diplomatique*, n°85, février-mars 2006, p.4-5

² Valérie Niquet, « La Chine et la puissance », *Les cahiers de Mars*, n°183, 1^o trim.2005, p.12

³ François Godement, « La Chine, puissance revendicatrice ou intégrée ? », *La Chine aujourd'hui*, UTLS, Odile Jacob, 2003, pp.65-84

La recherche d'une idéologie de substitution : le nationalisme comme étendard

« Depuis que le Parti communiste chinois n'est plus communiste, il se doit d'être chinois »⁴. La politique de réformes voulue par Deng Xiaoping a entraîné l'abandon du messianisme idéologique maoïste; le « nationalisme d'Etat »⁵ permet d'une part de compenser ce recul idéologique qui était fédérateur sur le plan interne, et d'autre part rencontre l'adhésion des diasporas chinoises à travers le monde. Il doit établir un compromis entre les aspirations nationalistes (puissance) et la priorité donnée au développement économique (prospérité).

Ruptures et continuités du nationalisme

Pour les Chinois, le « bon gouvernement » ne se mesure pas à l'aune d'une légitimité juridique, comme en Europe, mais à sa capacité à assurer la stabilité ; le pouvoir doit être garant du maintien de l'ordre, condition indispensable à l'accroissement de puissance⁶. Mr Fan, ancien ambassadeur de la Chine auprès des Nations Unies déclarait ainsi : « *les Occidentaux insistent sur le droit de l'individu ; les Orientaux privilégient l'engagement de la personne au sein de sa famille, son village, la collectivité nationale. Une liberté individuelle absolue, illimitée, est incompatible avec l'ordre et la loi. Incompatible aussi avec une tradition qui impose aux gens la priorité de la stabilité sociale et de l'ordre public* »⁷. Les Chinois revendiquent leur spécificité de mode de gouvernement. On pourrait analyser l'évolution actuelle comme un certain retour à une logique impériale, à un « national-confucianisme⁸ » considérant le pouvoir « monarchique » comme la normalité mais rejetant la responsabilité des échecs éventuels sur ce pouvoir, qui doit alors être remplacé (« *changement du mandat céleste* »). Dans les structures mentales de la population, le vide et le chaos qu'il entraîne sont craints car toujours accompagnés de grands malheurs⁹ ; toutes les dynasties qui ont dirigé la Chine ont été renversées par

⁴ Thomas Christensen, *Foreign Affairs*, n°5, 1996, cité par Claude Leblanc, "Entre Pékin et Tokyo, l'ombre des nationalismes", *Manière de voir- le monde diplomatique*, n°85, février-mars 2006, p. 45.

⁵ Deng Xiaoping : « Construisons un socialisme aux couleurs de la Chine »

⁶ François Jullien, « L'Europe, la Chine : une alternative pour la pensée », *Questions internationales*, n°6, mars-avril 2004, pp.4 -5.

⁷ Cité par Xavier Walter, « Voyage dans la Chine de M. Hu », *Liberté Politique*, n°25, mars 2004, p.55.

⁸ Jean-Philippe Béja, « Naissance d'un national-confucianisme ? », *Perspectives chinoises*, n°30, juillet-août 1995, pp.6-11

⁹ Ludovic Woets, « Scénarios pour la Chine », février 2001, www.diploweb.com

des révoltes populaires, par un « défi au mandat » parce que celui-ci n'était plus respecté aux yeux du peuple.

Au demeurant, ce même souci d'ordre se retrouve pour les relations extérieures : la légitimité du pouvoir passe par sa capacité à maintenir sa souveraineté. Or, paradoxalement, même si le PCC détient toujours le monopole de l'activité politique, la Chine est devenue un Etat « *post totalitaire* »¹⁰ et n'a plus vraiment un Etat fort¹¹. Premièrement, le PCC a abandonné de larges pans de l'activité économique à des acteurs autonomes chinois voire étrangers. Deuxièmement, il a dû relâcher peu ou prou son emprise sur une société chinoise très urbanisée, de plus en plus poreuse à la mondialisation, et, partant, de plus en plus contestatrice ; signe tangible bien que modeste, la multiplication des instances de concertation au niveau local¹². Enfin, il a perdu une part de sa capacité d'initiative et de contrôle en déléguant d'importantes prérogatives à des gouvernements locaux peu contraints par la règle du droit. Il en résulte un environnement institutionnel et sociétal incertain, qui contribue au trouble et au sentiment d'insécurité des classes dirigeantes en Chine. Pour pallier ces relatives faiblesses, une action « d'éclat », même vouée à l'échec comme une intervention militaire à Taiwan, pourrait être envisagée comme un outil de renforcement de la légitimité du régime et de la cohésion nationale. Moins extrêmes, mais tenant du même raisonnement, des actions symboliques fortes comme la loi anti-sécession, les protestations contre les comportements « impérialiste » des Américains ou « agressif » des Japonais sont volontiers utilisées. Le nationalisme peut alors permettre au PCC de retirer le supplément de force vital à son maintien. Dans cette optique, on assiste finalement davantage à un retour à la période suivant immédiatement la chute de l'empire, où la Chine cherchait son propre modèle d'Etat-nation et que la période Mao a interrompu, qu'à un retour au raisonnement impérial¹³. Le nationalisme permet de mobiliser les forces politiques autour d'un thème qui fait l'unanimité.

¹⁰ Michel Bonnin, « Comment définir le régime chinois aujourd'hui », in Yves Michaud (dir.), *La Chine aujourd'hui*, Odile Jacob, coll. UTLS, 2003, pp.219-243

¹¹ Jean-Pierre Cabestan, *Chine-Taiwan, la guerre est-elle concevable ?*, Economica, 2003, p. 415

¹² Gilles Giheux, « Un régime totalitaire en mutation », *Questions internationales*, n°6, mars-avril 2004, pp.8-22

¹³ Yves Chevrier, « Une nouvelle histoire de la Chine au XX^e siècle », in Yves Michaud (dir.), *La Chine aujourd'hui*, UTLS, Odile Jacob, 2003, pp.9-45

Cependant, pour contenir les aspirations croissantes des classes moyennes d'une part, qui par leurs contacts grandissants avec l'extérieur commencent à prendre goût au style de vie occidental, et des classes laborieuses d'autre part, qui voudraient accéder à leur tour sinon à la prospérité, du moins à « l'aisance moyenne », le gouvernement préfère des solutions pragmatiques. Le parti communiste chinois s'est ainsi révélé plus robuste que prévu. Il a renoncé à un illusoire contrôle total idéologique, social et économique de la population, pour ne garder que la direction des grandes options et le moyens de les imposer, avec le monopole absolu des moyens de répression.

Concilier ouverture économique et contrôle politique

Le régime se heurte à des contradictions en encourageant l'autonomie et l'initiative dans le domaine économique alors qu'il maintient un contrôle autoritaire sur la société dans le domaine politico-social, dans un double souci d'efficacité politique et de stimulation économique. Cela se manifeste par une incessante oscillation entre des périodes de relâchement et de resserrement. Les « jeunes démocrates », provisoirement soutenus par Deng Xiaoping, furent rappelés à l'ordre lorsqu'ils réclamèrent la « cinquième modernisation : la démocratie », en référence aux Quatre principes fondamentaux (voie socialiste, dictature du prolétariat, direction par le parti, pensée Mao Zedong) ; Wei Jingsheng, qui s'était obstiné en créant une revue parallèle, fut condamné à quinze ans de prison en 1979.

La théorie de la « triple représentativité » développée par Jiang Zemin en 2000 et inscrite dans les statuts du Parti en 2002, stipule que le PCC est appelé à représenter à la fois « *les forces productives les plus avancées, la culture la plus avancée et les intérêts fondamentaux du peuple* »¹⁴. Ainsi le PCC abandonne-t-il progressivement la lutte des classes en se proclamant représentant de toute la nation chinoise et non plus du seul prolétariat ; des entrepreneurs privés peuvent désormais adhérer au Parti, qui y voient l'accès à des réseaux de relations. De même, le recrutement des responsables locaux du PCC se fait de plus en plus parmi les délégués des comités de villageois et de citoyens élus par leurs pairs, ayant donc fait preuve d'une certaine représentativité. En revanche, le pouvoir réagit très fermement à tout ce qui pourrait menacer son emprise sur les institutions. Les manifestations de 1989 ne pouvaient

¹⁴ Gilles Giheux, « Un régime totalitaire en mutation », *Questions internationales*, n°6, mars-avril 2004, p. 12

être tolérées par un gouvernement autoritaire qui se sentait bafoué, tant la place Tiananmen symbolise le cœur du pouvoir, et d'autant peu enclin aux revendications des étudiants qu'il venait d'écarter des réformateurs libéraux, dont le secrétaire général libéral Hu Yaobang. Face à la montée importante de l'influence du Falun Gong¹⁵, qui ne comptait pas moins de 70 millions d'adeptes en Chine alors que les adhérents au PCC n'étaient que 66 millions, la répression s'est également révélée féroce. La « secte » avait en effet trop ostensiblement affiché sa puissance de contestation en encerclant le siège du pouvoir, le Zhongnanhai, avec dix ou quinze mille personnes (25 avril 1999). Une telle capacité d'organisation, à un niveau national et même international (le « gourou », Li Hongzi, menait la « bataille » depuis les Etats-Unis), était apparue comme une menace directe pour le Parti. De manière plus anecdotique mais révélatrice, ce refus de relâcher le contrôle sur les organisations sociales, peut être illustré par le terme de « organisation sociale », préféré à celui de « organisation non gouvernementale (ONG) », suspect¹⁶.

Pékin s'applique cependant à apparaître comme une « puissance responsable »¹⁷. L'ouverture du pays a certes induit une interdépendance croissante de l'économie chinoise et une intégration progressive aux instances internationales ; mais surtout, le développement économique nécessite de forts apports de capitaux dont une part non négligeable est d'origine étrangère (50 milliards de dollars en 2002). Cela implique la nécessité de garantir une stabilité politique pour garder la confiance des investisseurs étrangers, ce qui plaiderait plutôt en faveur du maintien d'un gouvernement fort¹⁸ ; mais il en résulte également une incitation de plus en plus forte à mener une mutation interne en profondeur, dans le domaine politico-légal, bien sûr, mais aussi dans le domaine économique, où les secteurs privés et publics, les flux financiers intérieurs et extérieurs restent encore très cloisonnés. La Chine n'hésite plus à afficher sa bonne santé économique ; « atelier du monde », elle est parmi les premiers exportateurs mondiaux dans des secteurs manufacturiers ou d'assemblage comme le textile, les jouets ou l'électronique ; elle accapare ainsi 55% du marché

¹⁵ Association pratiquant le *qigong* (art traditionnel de méditation et de pratique d'exercices respiratoires), qui s'était forgée une doctrine à coloration bouddhiste-taoïste et a compté jusqu'à 100 millions d'adeptes à travers le monde, dont beaucoup de militaires et membres du Parti.

¹⁶ Michel Bonnin, « Comment définir le régime chinois aujourd'hui », in *La Chine aujourd'hui*, op.cit, p.235

¹⁷ Régine Serra, « La Chine, puissance régionale », *Questions internationales*, n°6, mars-avril 2004, p.50

¹⁸ François Godement, « La Chine, puissance revendicatrice ou intégrée ? », in *La Chine aujourd'hui*, op.cit, p.76

mondial des ordinateurs portables, 20% des microprocesseurs ou 30% des téléviseurs à écran plat. Par ailleurs, certaines synergies continuent de se développer entre Chinois d'outre-mer et RPC, avec de nouvelles prises d'intérêts croisés sur le territoire chinois et dans les pays proches d'Asie du sud-est où les communautés chinoises dominent traditionnellement le secteur des échanges. Mais si le soutien économique des diasporas est effectif depuis longtemps, notamment par de « faux » investissements étrangers, l'appui devient dorénavant de plus en plus politique, car l'ouverture, même incomplète, emporte l'adhésion de ces chinois résidant à l'étranger : elle ravive en effet l'image d'une Chine plus dynamique et plus influente sur la scène internationale. Les autorités chinoises continuent de délivrer un label honorifique de patriote aux Chinois expatriés qui donnant la préférence à Pékin plutôt qu'à Taiwan, font allégeance à la RPC, lui rendent service et acceptent la direction du PCC, même s'ils ne sont pas eux-mêmes communistes¹⁹.

Un autre aspect de l'ordre à l'intérieur des frontières réside dans la souveraineté sur le « Far West » chinois que sont les « nouveaux territoires » (Xinjiang en chinois) ouïghour et tibétain. Pour garder le contrôle d'un pays aussi vaste et d'une population aussi diversifiée, et face aux critiques occidentales sur les droits de l'homme, les dirigeants ont entrepris de rénover la politique sur les minorités.

Politique des nationalités et tentations séparatistes : le nationalisme fédérateur comme outil « d'assimilation forcée »²⁰

La Chine compte aujourd'hui 56 nationalités officiellement reconnues, chiffre qui a connu des évolutions (en 1957, onze groupes ethniques seulement avaient été retenus). Initialement, cette législation correspondait sans aucun doute à une volonté idéologique de doter chaque peuple d'une certaine reconnaissance, elle s'inspirait très directement des conceptions soviétiques (staliniennes) du moment. Mais en même temps, elle a systématiquement empêché les éventuelles tentations séparatistes. Les déclarations de 1951 : « *A ce point, tout mouvement national qui*

¹⁹ Jean-Pierre Cabestan, « Les multiples facettes du nationalisme chinois », déjà cité, p.34.

²⁰ cf. Illia Maria Sala, « Assimilation forcée dans le Xinjiang chinois », *Le Monde diplomatique*, fév.2002 (www.monde-diplomatique.fr)

recherche la séparation de la RPC pour l'indépendance sera réactionnaire, puisque, objectivement, il minera les intérêts des diverses races et particulièrement les intérêts de la grande majorité de la race concernée, et ceci sera à l'avantage de l'impérialisme. », font écho à la Constitution de 1982, qui qualifie le pays « *d'Etat multinational unifié* » et énonce que « *toute action qui sape l'unité des nationalités ou qui encourage leur sécession est prohibée* » (art.4). Pour les Chinois en effet, les questions ethniques et celles de sécurité nationale sont connexes car les 8% de non-han occupent 60% du territoire. Une province comme le Xinjiang -1/6^e du territoire chinois-, outre ses richesses naturelles, constitue à la fois une porte vers l'Asie centrale avec ses huit pays frontaliers et une « marche de l'empire » face à l'expansionnisme panturc ou au fondamentalisme musulman.

Apprendre de la nationalité avancée han

Dès l'immédiat « après Libération », les écrits du PCC stipulent que « *les nationalités arriérées doivent apprendre de la nationalité avancée han* », ce en quoi ils rejoignent d'ailleurs les théories de grande nation han du Guomindang qui imposent l'emploi du mandarin dans les écoles primaires pour propager les « idéaux han » et « mélanger les cinq races » (Han, Mongols, Mandchous, Musulmans et Tibétains). Plus récemment, les lois sur les minorités oscillent entre reconnaissance des particularismes et sinisation forcée. Elles s'attachent à préciser les droits à l'autonomie dans les domaines de la culture, de l'éducation et de la justice. Mais elles en fixent aussi les limites et tendent à favoriser l'intégration des nationalités minoritaires dans la nationalité han plutôt que leur conservation (ce qui au demeurant pourrait être dit de la France au XIX^e siècle avec le français à l'école). La loi sur l'autonomie des régions ethniques de 1984 s'attache à augmenter la proportion de fonctionnaires issus des minorités et l'usage des dialectes locaux dans les institutions autonomes, en particulier les cours de justice ; mais elle prévoit l'emploi des deux langues, et en impose la pratique aux fonctionnaires d'un certain niveau. Elle encourage en revanche le maintien des traditions folkloriques, qui fournissent un bon affichage sur les droits des minorités, dont certaines ne comptent que quelques milliers d'individus. La loi sur la langue et l'écriture communes nationales de 2001 tend à favoriser l'utilisation des langues minoritaires dans les écoles; mais de *matière* d'enseignement dans les classes primaires, la langue commune (putonghua) devient progressivement la *langue* d'enseignement unique dans le deuxième cycle. Le taux

d'analphabètes, s'il reste médiocre (11% chez les plus de quinze ans, dont 72% sont des femmes) n'en a pas moins considérablement progressé (80% en 1949). Mais ce succès est inégalement réparti, puisque seulement 19% des enfants tibétains sont scolarisés. Face aux aspirations d'autonomie voire d'indépendance fortement exprimées, en particulier au Tibet et au Xinjiang, et face au soutien que leur apportent les nations occidentales, Etats-Unis en tête - autant par intérêt d'affaiblir diplomatiquement la Chine que par conviction réelle sur le respect des droits de l'homme - le Parti communiste a favorisé la « colonisation » par des Han au Xinjiang (Turkestan chinois) et au Tibet (moins populaire, car les candidats à une installation au dessus de 4000m d'altitude sont plus rares), et a encouragé l'apprentissage de la « langue commune » (phutongua). Au Xinjiang, la part des Hans est désormais de plus de 40% alors qu'elle était de 6% en 1949 ; au Tibet, les Hans représentent plus de 10% des quelque trois millions d'habitants, mais sont aussi nombreux que les Tibétains dans les villes²¹.

Assimilation par la prospérité ?

Pour favoriser l'intégration, le meilleur vecteur reste évidemment l'accès à une prospérité géographiquement très inégalement répartie. Les provinces côtières bénéficient en effet très majoritairement des dividendes de la croissance : les huit provinces à plus haute revenu assurent 45% du PIB total (2001), et voient leur avance se creuser, puisqu'elles assuraient seulement 36% du PIB en 1991. Pour tenter d'enrayer cette tendance, le développement des voies de communication vers les provinces intérieures, avec un effort particulier vers les plus éloignées et les plus rebelles au pouvoir central que sont le Tibet et le Xinjiang, apparaît indispensable et est progressivement entrepris. Une ligne de chemin de fer reliant Lhassa, la capitale tibétaine, à Golmud, la capitale de la province voisine du Qinghai (à travers plus de 1000 km de plateau tibétain, les trois quarts du parcours s'effectuant à plus de 4000 m d'altitude), devrait voir le jour en 2007²². Mais le but est double : au-delà de l'accroissement de prospérité espéré dans cette région « économiquement arriérée »

²¹ Philomène Robin, « Les régions du Tibet et du Xinjiang : la question de l'autonomie », *Questions internationales*, n°6, mars-avril 2004, pp.57-58

²² Bruno Philip, « Pékin approfondit l'intégration du Tibet dans l'espace chinois par le chemin de fer », *Le Monde*, 24 octobre 2005.

en rendant plus accessibles les débouchés vers la mer de Chine et en espérant ainsi y attirer quelques investissements étrangers, le contrôle politique en sera grandement facilité, et l'implantation de colonies Han deviendra plus séduisante.

Remarquons que paradoxalement, l'identité han se trouve toujours mal définie car elle a longtemps été écartée des études anthropologiques, qui étaient cantonnées à l'application de la « politique des nationalités » et donc à une étude « *parcellaire et instrumentalisée* »²³ sur les minorités.

Le nationalisme comme exutoire

La « société harmonieuse » qu'appellent de leurs vœux les gouvernants chinois se construit pour le moment sur fond de fortes inégalités sociales et de profonde précarité pour une partie de la population. Il en résulte chez les classes laborieuses une protestation croissante, d'autant que le régime maoïste assurait du travail et un salaire à toute la population. En revanche, la nouvelle classe moyenne, qui a désormais accès aux biens de consommation courante, constitue à la fois un soutien ferme au régime et un modèle apparemment accessible pour les défavorisés. L'économie chinoise a donc aussi ses fragilités. Le dynamisme actuel est très dépendant de l'économie mondiale, par les investissements directs étrangers en Chine ou les besoins en approvisionnement en énergie, mais aussi par la nature de ses exportations, dont 57% sont assurées par du commerce d'assemblage de produits semi-transformés (en général dans d'autres pays asiatiques). Cette montée en puissance a également généré des craintes, soit chez les pays développés qui doivent composer avec un concurrent de plus en plus agressif, soit chez les pays en développement qui voient les produits chinois supplanter les leurs sur les marchés mondiaux. Les inégalités très fortes au sein de la société chinoise, entre les régions côtières et l'intérieur du pays, et le retrait assez massif de l'Etat de secteurs essentiels à la cohésion sociale comme l'éducation et la santé créent une précarité accrue pour les classes défavorisées. Enfin, un autre facteur de tensions que le parti a du mal à désamorcer réside dans la corruption toujours très présente dans les classes dominantes du pays. Ici encore, le nationalisme permet au pouvoir de se maintenir,

²³ Joël Thoraval, « Ethnies et nation en Chine », in *La Chine aujourd'hui*, op.cit, pp.49-50 et « Les conditions intellectuelles de la nouvelle réflexion politique », *Les cahiers de Mars*, n° 183, p.146

qui l'utilise comme un exutoire aux frustrations.

Société d'aisance moyenne et tensions sociales : un nationalisme économique ?

La « société d'aisance moyenne », objectif affiché de l'ouverture économique, et qui consisterait en l'accès à une prospérité relative de l'ensemble de la population chinoise, reste encore un vœu pieux puisque 20% des Chinois accaparent 55% des richesses face aux 4,7% que se partagent les 20% les plus pauvres de la population. En fait, de fortes disparités apparaissent non seulement entre régions, mais entre villes et campagnes et entre salariés qualifiés ou non. Les *mingong*, ces migrants internes, ouvriers ou paysans attirés par la prospérité de certaines villes, se heurtent souvent à des désillusions. La plupart d'entre eux, clandestins en leur propre pays, ne dispose pas du certificat de résidence leur donnant le droit de bénéficier des aides publiques (chômage, santé, école) ; ils sont dans certains endroits regroupés dans des centres de détention, voire renvoyés dans leurs provinces d'origine. Ils représentent pourtant près de 80% des emplois dans la construction urbaine, 68% dans l'électronique et 58% dans la restauration. Cet exode est provoqué par les taux de chômage élevés qui malgré la forte croissance, dépassent 18% dans certaines campagnes ; ils ont été provoqués par la fermeture de nombreuses entreprises publiques, devenues non rentables ou inadaptées, laissant sans travail de 40 à 60 millions de personnes entre 1998 et 2003. Les autorités reconnaissent les difficultés, et selon le directeur général du ministère du travail, M. Pi Dehai : « *Nous avons tout à inventer pour mettre au point un système public de protection sociale* ²⁴ ». Ce développement de la pauvreté pourrait bien en effet grever lourdement la croissance car il contribue à l'endettement de l'Etat (la dette sociale serait passée de 50% à 70% du PIB entre 1994 et 2002 et la dette publique pourrait dépasser le PIB²⁵) et infléchit la demande interne, qui reste prépondérante sur les exportations²⁶ (déjà très dynamiques) dans la croissance. La recherche de causes extérieures à cette précarité est évidemment tentante, et il est probable que certains mouvements populaires, notamment anti-japonais en 2005, n'étaient pas uniquement spontanés ; si les Etats-Unis ou le Japon ne sont que des prédateurs sans scrupules, n'est-il pas naturel de

²⁴ Martine Bulard, « Les paradoxes sociaux du miracle », *Manière de voir- Le Monde diplomatique*, n°85, février-mars 2006, pp.62-68

²⁵ Diana Hochraich, « Croissance et contraintes de l'économie chinoise », *Questions internationales*, n°6, mars-avril 2004, p.89

²⁶ Diana Hochraich, idem, p.79

consentir quelques sacrifices pour défendre la patrie menacée ? Ici se rejoignent les grands patrons et les ouvriers dans un nationalisme économique conquérant : «*La Chine est devenue le premier producteur mondial de charbon, d'acier et de ciment. Quelque 80% des montres vendues dans le monde [...] sont made in China. La nouveauté, c'est que les mandarins rouges veulent que [...] personne au monde ne puisse l'ignorer*²⁷».

Taiwan, point de focalisation des exaspérations nationalistes

Le cas de Taiwan, problème interne pour les Chinois (« *Un Etat, deux systèmes* »), mais dont la souveraineté effective ne leur appartient pas, contrarie les objectifs principaux de sécurité du PCC. « *Véritable verrou à la montée en puissance internationale de la RPC, Taiwan porte atteinte à la fois à la souveraineté de la Chine, à l'extension de son glacis régional de sécurité et à la légitimité du régime.* »²⁸. L'appartenance de Taiwan –qualifiée de 23^e province- à la nation chinoise et le caractère injuste de la séparation actuelle constituent pour la plupart des Chinois une vérité incontestable. Quel que soit le moyen d'y parvenir, le retour de l'île à la Chine apparaît comme un but incontournable voire sacré. Verrou politique mais aussi géographique, Formose conditionne l'accès à l'Océan pacifique. L'action diplomatique intense menée autour de la question de Taiwan s'articule autour de deux axes : faire diminuer le nombre de pays de l'ONU reconnaissant officiellement Taiwan (cas récent du Sénégal) et s'opposer à tout discours autre que : « une seule Chine », tandis que le développement des capacités militaires est très directement orienté vers une éventuelle action contre la « province rebelle »²⁹, avec un budget de défense en croissance constante depuis 10 ans. Le budget militaire de Pékin est officiellement de 22 milliards d'euros pour 2005, et pourrait atteindre 75 milliards en réalité, selon un rapport du Pentagone, ce qui en ferait le troisième du monde³⁰. Sur un des rares sujets de consensus en RPC, la position officielle reste ferme, comme le démontre la loi anti-sécession d'avril 2005 ou la nomination à la commission militaire centrale de généraux spécialistes de la question taiwanaise en

²⁷ Ursula Gautier, « La Chine conquérante », *Challenges*, n°7, 13.10.05, p.55

²⁸ Jean-Pierre Cabestan, *Chine-Taiwan, la guerre est-elle concevable ?*, Economica, 2003

²⁹ cf. *Questions internationales*, n°6, mars-avril 2004, François Godement, « La politique extérieure : pragmatisme et intérêts nationaux », p.44, et Emmanuel Lempert, « La Chine et Taiwan », p.63-64

³⁰ Ursula Gautier, « La Chine conquérante », déjà cité, p.56

2002³¹. Cependant, la propagande belliqueuse des années 1995-2000, qui faisait suite à la crise des missiles dans le détroit de Formose, s'est atténuée, d'autant que les dirigeants et les chefs militaires savent qu'ils n'ont pas les moyens militaires d'une conquête de vive force

Ainsi les débats au sein des élites sont-ils dominés par deux questions : quel nationalisme et quel rôle de l'Etat. Même les « forces d'opposition » aboutissent à la nécessité d'entretenir un sentiment nationaliste, c'est-à-dire la volonté de conserver une indépendance de décision, tant sur le plan interne que vis-à-vis de l'extérieur. Moyen « oblique » de domination, l'ouverture économique réussie de la Chine a également ravivé ses ambitions de puissance régionale et pourquoi pas internationale.

³¹ Jean-Pierre Cabestan, *Chine-Taiwan, la guerre est-elle concevable ?*, Economica (ISC), 2003

Troisième partie :

LE NATIONALISME, INSTRUMENT DE PUISSANCE DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES

Le passé et cette lente construction du pays ont une influence directe sur la géopolitique actuelle de la Chine. Elle est influencée par la nostalgie d'un empire fort dominant ses voisins et indifférent au « troisième cercle » des barbares et par les désillusions du siècle passé. La stratégie de puissance chinoise reste assez ambiguë, car le pays ne possède pas les moyens de coercition lui permettant d'imposer ses ambitions ; elle relève donc davantage de la stratégie d'influence, mais s'avère globalement assez efficace, grâce à une grande intelligence de situation dans sa politique étrangère. Mais elle révèle également les incertitudes et le sentiment de vulnérabilité permanent des élites chinoises face aux fragilités de l'expansion de leur nation. La Chine se sent une « puissance encerclée »¹, comme en témoignent ses prétentions en mer de Chine et sur Taiwan ou ses frictions frontalières. Dès lors se développe un nationalisme issu à la fois du sentiment de supériorité culturelle et du sentiment d'insécurité stratégique, l'un et l'autre toujours présents chez les intellectuels et les dirigeants. Le nationalisme est alors utilisé comme arme de « dissuasion » massive sur la scène internationale. En fait, tant que les évolutions internationales s'avèrent favorables aux intérêts chinois, le pays s'affiche comme un partisan du statu quo et du respect des équilibres existants ; mais toute orientation menaçant ces intérêts est aussitôt dénoncée soit comme de l'ingérence –inacceptable sous toutes ses formes- soit comme une expression de nationalisme expansionniste de la part de ses voisins ou des Occidentaux. Pour le moment, la tendance globale est à l'apaisement, car l'ouverture et l'intégration à l'économie globalisée amènent une interdépendance croissante avec le reste du monde et surtout, parce que la mondialisation est jusqu'à présent largement bénéfique à la Chine. Il est probable que la souplesse actuelle face aux principes des institutions internationales se détériorerait sensiblement si le dynamisme économique chinois venait à ralentir.

¹ Jean-Vincent Brisset, « La Chine, puissance encerclée », *Les cahiers de Mars*, n°183, 1^o trim. 2005, pp.62-65

Conception chinoise de la souveraineté

Dans sa recherche d'un modèle d'Etat adapté au monde moderne auquel elle s'ouvre, la Chine semble hésiter entre un retour à un système impérial ancestral et la construction d'un Etat-nation, processus débuté en 1911-12 et figé par l'ère Mao. A l'heure des réseaux et de la mondialisation, on peut se demander si ces réponses sont encore adaptées et si elles ne sont pas l'effet d'un retard culturel d'un régime totalitaire. Pourtant, avec Yves Chevrier² et au regard du dynamisme chinois depuis vingt ans, on est en droit de se demander si le choix de la construction d'un Etat-nation fort, qui caractériserait l'histoire politique chinoise du XX^e siècle, n'est pas la bonne réponse à l'économie de marché planétarisée.

Une logique westphalienne de non-ingérence

La Chine reste jalouse de sa souveraineté, selon une conception proche de celle des pays européens au XIX^e et XX^e siècles. Mais elle a constaté depuis une dizaine d'années combien son ouverture imposait une meilleure intégration dans la communauté internationale. Le pays a ainsi œuvré dans deux directions essentielles : les accords bilatéraux d'une part, pour régler ses conflits frontaliers avec plusieurs de ses voisins (Inde, Russie, Vietnam) ; les relations multilatérales d'autre part, l'intégration à plusieurs instances internationales (OMC, OCS, ASEAN) lui permettant d'afficher sa bonne volonté, d'étoffer son image internationale de puissance « responsable ». Le bilatéralisme, le renforcement de la coopération de partenaire à partenaire éventuellement dans tous les domaines (politique, économique, culturel, militaire), est privilégié pour toutes les questions touchant aux questions de souveraineté, tandis que le multilatéralisme, l'engagement dans des institutions régionales ou internationales s'intègre dans la stratégie d'influence que le pays cherche à développer.

Sa conception unilatérale de la souveraineté conduit la Chine à proclamer la non-ingérence comme intangible, y compris dans les affaires asiatiques où l'omniprésence des Etats-Unis demeure mal perçue. Mais le pays montre beaucoup d'intelligence de situation dans les relations internationales avec une politique « *qui*

² Y. Chevrier, « Une nouvelle histoire de la Chine au XX^e siècle », in Y. Michaud (dir.), *La Chine aujourd'hui*, Odile Jacob, 2003

alterne avec maîtrise les provocations et les apaisements»³. On voit ainsi se développer plusieurs postures, adaptées à chaque cas, prenant en compte la menace ou l'objectif considérés et les moyens de coercition ou de persuasion disponibles⁴. Cette diplomatie mêlant arrogance et séduction peut amener Pékin, sans peur des contradictions, à prôner une Union européenne forte lorsque cela peut entraver l'influence américaine mais à réfuter toute tentative d'influence européenne dans la zone Asie-Pacifique (négociations sur la menace nucléaire nord-coréenne, par exemple). En parallèle, les dirigeants ont développé tout un jeu d'alliances pouvant favoriser leurs intérêts économiques vitaux, notamment avec les « Etats voyous » plus ou moins bannis des accords commerciaux avec les Occidentaux (Venezuela, Soudan).

Le nationalisme comme « épouvantail »

Le grand principe officiel de cette diplomatie de pourtour⁵, « *préserver la paix mondiale et promouvoir le développement commun* », n'empêche pas le PCC de brandir de temps à autre sa capacité de nuisance pour peser sur les relations internationales, notamment grâce à des manifestations de nationalisme inquiet. Ainsi la loi anti-sécession du 14 mars 2005 était-elle un moyen de « *rappeler au monde que l'unité de la nation passe avant tout* »⁶ ; plus qu'une provocation, c'était une réponse à « l'objectif stratégique commun » affiché en février par les Etats-Unis et le Japon d'œuvrer à la « résolution pacifique des questions concernant le détroit de Formose ». Les revendications en mer de Chine et la contestation des règles sur les eaux territoriales correspondent à un besoin de « se désenclaver » et d'assurer la domination chinoise sur les routes commerciales et les zones riches en ressources énergétiques et halieutiques.

La rivalité avec le Japon prend ses racines dans la défaite de 1895, qui voit une inversion de position entre le suzerain et le vassal. La Chine perd la Corée et Taiwan au profit d'un Japon désireux de se bâtir un empire pour rejoindre le club des grandes puissances coloniales européennes. La volonté de reconquête et de reconstruction de

³ Hervé Coutau-Bégarie, préface de *Les fondements de la stratégie chinoise*, de Valérie Niquet, op.cit., p.11

⁴ Jean-Vincent Brisset, « La Chine, puissance encerclée », *Les cahiers de Mars*, n°183, 1^o trim. 2005, pp.62-65

⁵ Sébastien Colin, « La diplomatie de pourtour de la Chine », *Les cahiers de Mars*, n°183, 1^o trim. 2005, pp.72-77

l'unité nationale sera un des moteurs de la renaissance du nationalisme chinois ; toujours vivace des deux côtés de la mer de Chine orientale, le « petit nationalisme »⁷ et ce « passé qui ne passe pas »⁸ sont évidemment sources de déstabilisation dans la région. Les prétextes ne manquent pas et les gouvernements pourraient être tentés de l'encourager pour compenser les frustrations dans leurs pays. Des incidents notables sont là pour rappeler la sensibilité de ce sentiment, comme l'hostilité anti-japonaise lors de la finale de la Coupe d'Asie des nations en 2004, les réactions contre les manuels scolaires japonais ignorant les exactions nippones de la deuxième guerre mondiale, ou les manifestations anti-japonaises d'avril 2005 après les visites – ostensibles- du premier ministre japonais au mémorial de Yasukuni où reposeraient des criminels de guerre parmi les milliers de dépouilles de soldats japonais. Si elles n'ont pas toutes été téléguidées, ces réactions « épidermiques » trouvent sans aucun doute un appui encourageant des autorités, comme semble l'indiquer le retour au calme rapide après les manifestations d'avril 2005.

Rassurer les « petits » en s'affirmant comme « un Grand »

« *La Chine ne s'ouvre plus au monde, elle s'y engage* »⁹. Fort de ses succès économiques et de sa capacité à absorber des secousses internes comme les manifestations de 1989, le pays retrouve progressivement confiance en lui. Conformément aux enseignements des maîtres de stratégie, la Chine cherche à éviter tout affrontement direct. Face aux pays voisins n'ayant pas d'ambition globale, mais qui ont pu se montrer dubitatifs voire inquiets face à l'expansion économique du pays du Milieu, la diplomatie chinoise affirme ses intentions pacifiques et multiplie les gestes de bonne volonté. Les relations avec les puissances affichant des prétentions régionales (Inde, Japon) ou internationales (Etats-Unis, Union européenne) sont plus erratiques, parfois conflictuelles, afin d'affirmer les capacités

⁶ Ignacio Ramonet, « Chine contre Chine », *Le Monde diplomatique*, avril 2005 (www.monde-diplomatique.fr)

⁷ Claude Leblanc, « Entre Pékin et Tokyo, l'ombre des nationalismes », *Manière de voir-le Monde diplomatique*, n°85, février-mars 2006, pp. 44-47.

⁸ Marc Epstein, *Chine-Japon : un passé qui ne passe pas*, L'Express, 02.05.05

⁹ Jean-Luc Domenach, « La Chine est-elle entrée dans le monde ? », *La Chine aujourd'hui*, UTLS, Odile Jacob, 2003, p.253

chinoises à assurer une position dominante, au moins au niveau régional, pourquoi pas à l'échelle mondiale.

Ne pas négliger les critères de puissance « annexes »

Au-delà des instruments « régaliens » de puissance, la Chine s'attache à mettre en avant des critères secondaires pouvant contribuer à son rayonnement et son image de puissance incontournable, de pays respectable et de civilisation supérieure. Les instruments privilégiés demeurent la technologie ou le rayonnement culturel.

La RPC revendique l'héritage de l'influence culturelle multiséculaire de l'Empire chinois, même si celle-ci est peu effective aujourd'hui, la Chine étant plutôt un pays d'émigration qu'un pôle d'attraction. Selon un diplomate chinois¹⁰ « *la Chine ne pourra rayonner que si elle est attrayante. [...] Consommer ne suffit pas. Il faut inventer nos propres valeurs, qui ne soient pas la copie de l'Occident. Mais en verrouillant les libertés politiques, la Chine prend le risque de se verrouiller elle-même* ». Attrayante ? La Chine s'y emploie, et prépare avec soin les Jeux Olympiques de 2008, après la déconvenue de l'échec de la candidature à ceux de 2000. L'organisation des années croisées avec la France a été un moyen de faire parler de la civilisation chinoise en Europe et aussi de ses succès actuels. Dans cette optique, l'organisation de l'Exposition universelle à Shanghai en 2010 permettra de présenter une vitrine à la fois technologique et culturelle du pays. La civilisation brillante cinq fois millénaires, le folklore des 56 ethnies qui la composent aujourd'hui, ou les réussites scientifiques et techniques chinoises y seront présentées, s'attachant à souligner la vocation universelle d'un pays ancien qui offre de nombreuses opportunités.

Dans le domaine technologique, ce sont avant tout les essais spatiaux récents qui font la grande fierté des Chinois. Dans un Livre blanc publié en 2000, les autorités estiment que « *l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique doivent viser des fins pacifiques et bénéficier à l'humanité dans son ensemble* », qu'elles accordent « *une grande importance au rôle significatif joué par les activités spatiales dans la stratégie de dynamisation du pays par le biais de la science et de la technologie* » et que ces objectifs imposent à la Chine de « *faire respecter son indépendance, en accordant l'attention voulue à la coopération internationale* ».

¹⁰ Cité par Martine Bulard, « L'ordre mondial bousculé », *Manière de voir – Le monde diplomatique*, n° 85, fév 2006, pp 22-27.

Mais d'autres projets phares sont mis en avant pour leurs prouesses techniques, comme le barrage des Trois-Gorges ou la ligne de chemin de fer vers le Tibet, avec sa ligne à plus de 4000m d'altitude nécessitant des wagons équipés de bouteilles d'oxygène et des premières classes pressurisées !

Changer l'ordre régional,

La politique d'influence internationale de la Chine consiste en une ouverture géographique progressive¹¹, qui s'intéresse en priorité au voisinage proche. Le premier pas s'est fait vers les « autres Chine » (Hong Kong, Taiwan, et diasporas), avant le développement, en dépit de leur rivalité stratégique, de relations économiques avec le Japon, qui a été un des artisans du décollage chinois et reste un de ses partenaires privilégiés (premier importateur, avec 31%, et deuxième client, avec 19%); puis la Chine a regardé vers le reste de l'Asie, notamment à la faveur de l'écroulement de la « menace principale » qu'était l'URSS, en ouvrant des liens avec des pays méfiants à son égard comme la Corée ou Singapour. Et finalement, avec le reste du monde : des partenariats stratégiques ont été signés avec les Etats-Unis, l'Inde, la Russie et l'Indonésie ; l'Union européenne, et dans une moindre mesure, quelques pays d'Afrique ou d'Amérique sont désormais des partenaires économiques.

En Asie du sud est, il s'agit de « redistribuer les cartes » dans une zone dominée par les Etats-Unis (« le quinzième voisin » ?), en développant un « nationalisme » asiatique. Le premier sommet de l'Asie de l'est s'est tenu en décembre 2005 en Malaisie sans la présence des Etats-Unis (ni de la Russie) ; il réunissait les dix membres de l'ASEAN, la Chine, le Japon et la Corée du sud, et trois Etats périphériques étaient conviés : l'Inde, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Le projet de zone de libre échange au sein de l'ASEAN reflète cette aspiration à devenir une puissance commerciale prépondérante. Et cette carte régionale peut convaincre ; le président singapourien, M. Lee Kwan Tew considérait que « *l'émergence de la Chine est dans l'intérêt de tous* » et que « *si elle n'est pas pacifique, ce sera le chaos et la violence* ».

En Asie centrale, la Chine a tiré profit des opportunités liées au 11 septembre : au nom de la lutte anti-terroriste, elle peut lutter contre les mouvements autonomistes

¹¹ Sébastien Colin, « La diplomatie du pourtour de la Chine », *Les cahiers de Mars*, n°183, 1° trim. 2005, pp.74-75

ouïghours et combattre les risques liés au panturquisme et au fondamentalisme musulman ; les relations avec le Pakistan, traditionnellement bonnes du fait de l'antagonisme commun avec l'Inde, mais entravées par le soutien d'Islamabad au régime taliban, sont dorénavant plus ouvertes.

A-t-on affaire à une Chine amère et tournée vers un passé glorieux ressassé ou plutôt à une nation intelligemment pragmatique, résolument tournée vers un avenir « plus radieux », effectuant des choix judicieusement adaptés à la nouvelle donne mondiale, fussent-ils différents des paradigmes occidentaux ?

Disqualifier les concurrents

La Chine dispose de peu de capacités de coercition, mais sa stratégie d'influence et de persuasion s'avère relativement efficace, qui permet de faire admettre sur la scène internationale les positions du Parti, notamment sur la question taïwanaise, mais aussi dans une certaine mesure, sur les droits d'exploitation des ressources en mer de Chine orientale.

Tout dans la géopolitique chinoise concourt à disqualifier les concurrents éventuels à la prééminence régionale que sont le Japon ou l'Inde, ou une Russie redevenue influente. Le multilatéralisme prôné par la RPC s'emploie à développer des organisations régionales centrées sur la Chine, excluant si possible les autres candidats au leadership régional ou permettant de contenir (voire contrôler) au maximum leur influence. Dans le même ordre d'idées, il s'est agi d'éloigner l'UE lors de l'initiative chinoise pour contenir la crise nord-coréenne, qui réunit les deux Corées, les "grands" régionaux (Russie, Japon et Chine) et les Etats-Unis, mais pas l'Europe.

Le « développement pacifique », objectif affiché dans les relations extérieures

« Pour la Chine, le monde n'est plus un danger, il est une ressource »¹². Les slogans « d'émergence pacifique » puis « de développement pacifique » s'attachent à exprimer un nationalisme moins agressif, s'attachant à valoriser les convergences

¹² Jean-Luc Domenach, « La Chine est-elle entrée dans le monde ? », *La Chine aujourd'hui*, UTLS, Odile Jacob, 2003, p.255

avec l'extérieur et à prendre davantage en compte les aspirations de la société chinoise.

La stabilité, maître mot des discours officiels

Sur le plan géopolitique, le pouvoir s'efforce d'apparaître comme non belliqueux. En novembre 2005, le ministère de la Défense chinois a organisé pour les membres de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) un forum autour du thème « le développement pacifique de la Chine et la coopération régionale en matière de sécurité » ; cela « *ne signifie pas pour autant une alliance militaire* » insistent les Chinois, mais doit « *permettre d'approfondir la confiance mutuelle et l'amitié entre les membres* ». Sur le plan économique, les Chinois ont besoin des investissements étrangers pour maintenir leur croissance économique dynamique, et ces investissements ne se maintiendront que si la situation intérieure chinoise leur inspire confiance. A court terme, l'Etat fort apparaît évidemment comme une solution satisfaisante, comme semble le confirmer la bonne résistance de l'économie chinoise à la crise asiatique de 1997-98.

Mais l'interdépendance croissante avec le reste du monde, et l'intégration progressive aux institutions internationales tend à limiter cette souveraineté dont la Chine est si jalouse, ce qui implique parfois des réactions internationales pouvant apparaître comme disproportionnées. La loi anti-sécession d'avril 2005 pouvait ressembler à une réaction d'orgueil après les déclarations américano-japonaises en faveur de la défense du détroit de Formose, mais les Chinois ont su évaluer la portée de leurs actes : « *Très soucieuse d'une stabilité internationale qui lui permet de poursuivre son irrésistible montée en puissance et lui garantit une organisation tranquille des Jeux Olympiques de 2008, la Chine sait jusqu'où ne pas aller trop loin* »¹³. Ce qui est certain, c'est que les autorités chinoises raisonnent sur « le temps long » et font preuve d'un pragmatisme permettant d'exploiter toutes les opportunités concourant aux objectifs régionaux qu'elles se sont fixés, pour lesquels elles montrent une remarquable constance et une indéniable patience.

Vers un nationalisme « apaisé » ?

L'adhésion de la Chine à un certain nombre d'institutions internationales

¹³ Ignacio Ramonet, « Chine contre Chine », *Le Monde diplomatique*, avril 2005 (www.monde-diplomatique.fr)

signifie pour un certain nombre d'observateurs le passage d'une Chine souverainiste, « libre d'invectiver », à une Chine intégrant un système d'arbitrage international sur lequel elle n'a plus pleinement la main, d'une « puissance revendicatrice » vers une « puissance intégrée »¹⁴. La prospérité s'accompagne-t-elle nécessairement d'une démocratisation, comme le pensent les Occidentaux, ou n'est-elle que la première étape d'un renforcement global de puissance patiemment construit ? Certes, « la Chine cherche à rayonner, pas à dominer »¹⁵, mais pour devenir une grande puissance « pacifique », la Chine devra résorber ses tensions internes, rendre plus sûres les « marches » du pays et renforcer son réseau d'alliances.

En ce qui concerne le contrôle politique, la voie chinoise de développement devra composer entre mouvements sociaux et autoritarisme étatique. L'accès à la consommation tend à devenir la valeur centrale en Chine, et le régime autoritaire est de plus en plus considéré par la population comme un frein à une expansion économique équitable, tandis que les élites y voient un garant de la stabilité politique, préalable indispensable à leurs yeux à une croissance florissante; le passé récent semble donner raison à l'élite, mais la masse se laissera-t-elle indéfiniment imposer cet état de fait inégalitaire ? Quel réel contrôle les dirigeants sont-ils capables d'exercer durablement sur la population ? Une nouvelle répression comme en 1989 place Tiananmen paraît désormais inconcevable; or, de nombreuses manifestations sont régulièrement jugulées, et plusieurs fois, notamment dans le cadre de « bouffées d'émotion » nationalistes que le Parti encourageait il n'y a pas si longtemps, les organes dirigeants sont apparus débordés. Autre sujet au cœur des débats de société, le nationalisme. Entre le nationalisme d'insécurité des élites, le nationalisme de frustration des masses, ou le nationalisme pragmatique des bénéficiaires de l'essor économique chinois, on peut penser que l'interdépendance croissante des intérêts chinois et occidentaux empêchera une victoire durable du « nationalisme autarcique »¹⁶ en Chine et imposera progressivement une libéralisation politique.

Mais si la croissance n'était plus au rendez-vous, éloignant les perspectives de prospérité pour un nombre croissant de Chinois ? Les nombreuses fragilités évoquées de l'économie chinoise pourraient provoquer une crise de confiance chez les

¹⁴ François Godement, « La Chine, puissance revendicatrice ou intégrée ? », *La Chine aujourd'hui*, UTLS, Odile Jacob, 2003

¹⁵ Martine Bulard, « L'ordre mondial bousculé », *Manière de voir-Le Monde diplomatique*, n°85, février-mars 2006, p.24.

investisseurs étrangers et faire entrer le pays dans un cercle vicieux d'endettement et de croissance ralentie. Y a-t-il alors des risques de dérive militariste pour conserver le contrôle des marches de l'empire ? Une fuite en avant du régime n'est pas à exclure, d'autant que la « fenêtre d'opportunité » pour devenir la première puissance mondiale pourrait être limitée, en raison du vieillissement, des risques d'une croissance moins spectaculaire, ou de l'émergence d'autres puissances régionales comme l'Inde ou la Russie.

¹⁶ Alexandre Adler, *Le rapport de la CIA. Comment sera le monde en 2020*, Robert Laffont, 2005, p.30

CONCLUSION

Incontestablement présent voire vivace, le nationalisme chinois est cependant multiforme. Tour à tour étendard ou épouvantail, fédérateur ou exutoire, il apparaît comme un nouveau fondement idéologique permettant de relayer le marxisme abandonné, mais aussi un instrument d'une politique extérieure visant à redonner à la Chine sa place « naturelle » dans le monde, à savoir la première. Pékin revendique sa spécificité et manie avec art l'exploitation des « potentiels de situation » pour arriver à ses fins sans ostentation, mais par une « *transformation continue de la configuration* ». ¹ Le premier empereur Qin, qui unifia la Chine après la période des Royaumes combattants, avait choisi comme symbole l'eau, parce qu' « élément froid et implacable, elle a éteint le feu, symbole des dynasties précédentes ». Finalement, le principal fondement du régime chinois, bien plus qu'idéologique, n'est-il pas le pragmatisme ? Selon Deng Xiaoping : « *il importe de saisir l'occasion que présente le marasme actuel des pays d'Europe occidentale pour développer la coopération avec ceux-ci. La Chine étant un immense marché, de nombreux pays veulent coopérer et faire du commerce avec nous ; nous devons quant à nous savoir en tirer parti. C'est là un problème d'importance stratégique* » ². Plus sûre d'elle que jamais au cours de son histoire contemporaine, la Chine espère profiter de la « lucarne stratégique » qui s'offre à elle pour asseoir une prééminence régionale.

Au bilan, le nationalisme peut être interprété soit comme un phénomène transitoire qui durera jusqu'à ce que la Chine trouve une idéologie lui permettant de prendre sa place dans le monde où elle s'est résolument engagée, soit comme une tendance forte tendant à réimposer une puissance qui a été injustement bafouée pendant un siècle et qui doit s'affirmer par une domination chinoise qui ne pourrait plus se contenter d'être régionale dans un monde globalisé et interdépendant où le gigantisme chinois a forcément une place prépondérante. En fait, on constate que la Chine voit ses mentalités évoluer très rapidement. On peut espérer que le nationalisme aux contours chauvins encore très présent dans les discours il y a moins de dix ans soit en train de s'estomper réellement au profit d'une défense raisonnée des intérêts nationaux, respectant de plus en plus les règles internationales.

¹ cf. François Jullien, « L'Europe, la Chine : une alternative pour la pensée », *Questions internationales*, n°6, mars-avril 2004, p.5

² Cité par Valérie Niquet dans *Les fondements de la stratégie chinoise*, op.cit.

Mais la radicalisation nationaliste et autoritaire reste possible. On constate en effet une « *autolimitation du champ où le pouvoir exerce son contrôle, mais sans changement de structure* »³, et ce retard, dommageable dans la construction de l'Etat, induit un avenir incertain⁴. Surtout, il y a l'ambiguïté des discours ; Mao prônait d'« occuper le front de l'idéologie » pour contrôler la population, Deng conseillait de « cacher ses talents en attendant son heure ». Si la Chine paraît « se banaliser », s'il faut espérer que l'ouverture politique finisse par découler de l'intégration économique, il convient de rester prudent quant à sa volonté de développement pacifique.

³ Michel Bonnin, « Comment définir le régime politique chinois aujourd'hui », in Yves Michaud (dir.), *La Chine aujourd'hui*, Odile Jacob (UTLS), 2003, p.224

⁴ Marie-Claire Bergère, « Les tribulations du capitalisme en Chine », in *La Chine aujourd'hui*, op.cit., p.218

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

ADLER Alexandre, *Le rapport de la CIA. Comment sera le monde en 2020*, Robert Laffont, 2005

BILLETTER Jean-François, *Chine, trois fois muette*, Allia, 2000

BRISSET Jean-Vincent, *La Chine, une puissance encerclée ?*, IRIS-PUF, 2002

CABESTAN Jean-Pierre, *Chine-Taiwan, la guerre est-elle concevable ?* Economica, 2003

CHAUPRADE Aymeric, *Géopolitique. Constantes et changements dans l'Histoire*. Paris, Ellipses, 2003

CHENG Anne, *Histoire de la pensée chinoise*, Seuil (Points essais), 2002

COUTAU-BEGARIE Hervé, *Traité de stratégie*, Economica, 2003

GENTELLE Pierre, *Chine, peuples et civilisation*, La Découverte, 1998

KUHN Philip, *Origines de l'Etat chinois moderne*, EHESS, 1999

LANDES David, *Richesse et pauvreté des nations*, Albin Michel, 2000

MICHAUD Yves (dir.), *La Chine aujourd'hui*, Université de tous les savoirs, Odile Jacob, 2003

NIQUET Valérie, *Les fondements de la stratégie chinoise*, Economica et Institut de stratégie comparée, 1997

SUN TSU, *L'art de la guerre*, Presses Pocket (Agora), 1993

EXTRAITS DE PERIODIQUES

Liberté Politique n°25, mars 2004 : *Chine - L'Empire des mutations*

Manière de voir – Le Monde diplomatique, n° 85, février-mars 2006, *Jusqu'où ira la Chine ?*

Mars n° 183, 1^{er} trimestre 2005 : *La Chine du XXI^e siècle*

Perspectives chinoises n° 88, mars-avril 2005, *Les multiples facettes du nationalisme chinois*, Jean-Pierre Cabestan

Questions internationales n° 6, mars-avril 2004 : *La Chine*

ARTICLES DE PRESSE

Assimilation forcée dans le Xinjiang chinois, par I.M.SALA, *Le Monde diplomatique*, février 2002

Chine-Japon : un passé qui ne passe pas, par Marc Epstein, L'Express, 02.05.05

ASEAN's Role and Management of the Sino-Japanese Rivalry, par Tai Wei Lim, Stanford Journal for East Asian Affairs, 20.04.05

Civil Law Development : China and Taiwan, par Ying-Tchin Chen, Stanford Journal for East Asian Affairs, printemps 2002, vol.2

DOCUMENTS ELECTRONIQUES

Scénarios pour la Chine, par Ludovic Woets, www.diploweb.com

Chine : le Xinjiang et les Ouïgours, par T.KELLNER, www.diploweb.com

La Chine et le séparatisme ouïghour, par P.CHARON, www.asie.espace.free.fr

Celui qui ne boit pas de thé peut-il être chinois ? par Nicolas Zufferey, octobre 2004, www.monde-diplomatique.fr

Les ressorts cachés du dynamisme chinois, par Roland Lew, octobre 2004, www.monde-diplomatique.fr

Quand les Chinois débarquent au Japon, par Odaira Namihei, novembre 2005 www.monde-diplomatique.fr

Redistribution des cartes en Asie, par Jean-Claude Pomonti, décembre 2005, www.monde-diplomatique.fr

Chine contre Chine, par Ignacio Ramonet, avril 2005, www.monde-diplomatique.fr

Nationalisme chinois, www.wikipedia.org

Chine-Japon : un affrontement à risques, par Jean-Claude Courdy, 22.04.05, www.geopolitis.net

Le monde a besoin de la culture chinoise, People daily, 11.08.05, www.china.org.cn

La coopération militaire de l'OCS ne menace aucun pays, selon un responsable de la Défense chinoise, xinhuanet, 11.08.05, www.china.org.cn

Taiwan : la guerre est-elle souhaitable ou dangereuse ?, Les Nouvelles de Chine, n°18-19, août-sept.2004, rubrique Centre Asie de l'IFRI, www.ifri.org

L'intégration économique régionale, une question d'intérêts commerciaux chinois, Les Nouvelles de Chine, n°15, rubrique Centre Asie de l'IFRI, www.ifri.org

Table des matières

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	1
PREMIERE PARTIE :.....	5
ORIGINES DU NATIONALISME CHINOIS	5
FORMALISATION DU NATIONALISME AU XIX° SIECLE FACE A L'INTRUSION OCCIDENTALE.....	5
<i>Une cohésion autrefois réalisée autour de l'Empereur.....</i>	<i>5</i>
<i>Une domination régionale rarement démentie dans l'histoire</i>	<i>6</i>
<i>Une brutale désillusion.....</i>	<i>8</i>
DEVELOPPEMENT DE PLUSIEURS FORMES DE NATIONALISME	9
<i>Nationalisme « primitif ».....</i>	<i>10</i>
<i>Nationalisme instrumentaliste</i>	<i>11</i>
<i>Nationalisme modernisateur.....</i>	<i>12</i>
<i>Nationalisme pro-occidental</i>	<i>12</i>
<i>Nationalisme révolutionnaire</i>	<i>13</i>
SECONDE PARTIE :	15
LE NATIONALISME, OUTIL DE COHESION NATIONALE.....	15
LA RECHERCHE D'UNE IDEOLOGIE DE SUBSTITUTION : LE NATIONALISME COMME ETENDARD. 16	16
<i>Ruptures et continuités du nationalisme.....</i>	<i>16</i>
<i>Concilier ouverture économique et contrôle politique</i>	<i>18</i>
POLITIQUE DES NATIONALITES ET TENTATIONS SEPARATISTES : LE NATIONALISME FEDERATEUR COMME OUTIL « D'ASSIMILATION FORCEE ».....	20
<i>Apprendre de la nationalité avancée han.....</i>	<i>21</i>
<i>Assimilation par la prospérité ?</i>	<i>22</i>
LE NATIONALISME COMME EXUTOIRE.....	23
<i>Société d'aisance moyenne et tensions sociales : un nationalisme économique ?.....</i>	<i>24</i>
<i>Taiwan, point de focalisation des exaspérations nationalistes.....</i>	<i>25</i>
TROISIEME PARTIE :	27
LE NATIONALISME, INSTRUMENT DE PUISSANCE DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES.....	27
CONCEPTION CHINOISE DE LA SOUVERAINETE	28
<i>Une logique westphalienne de non-ingérence</i>	<i>28</i>
<i>Le nationalisme comme « épouvantail ».....</i>	<i>29</i>
RASSURER LES « PETITS » EN S'AFFIRMANT COMME « UN GRAND »	30
<i>Ne pas négliger les critères de puissance « annexes »</i>	<i>31</i>
<i>Changer l'ordre régional,.....</i>	<i>32</i>
<i>Disqualifier les concurrents</i>	<i>33</i>
LE « DEVELOPPEMENT PACIFIQUE », OBJECTIF AFFICHE DANS LES RELATIONS EXTERIEURES..	33
<i>La stabilité, maître mot des discours officiels</i>	<i>34</i>
<i>Vers un nationalisme « apaisé » ?.....</i>	<i>34</i>
CONCLUSION.....	37
BIBLIOGRAPHIE.....	39